

Il y a également une barricade rue des Noyers (Collège) élevée à environ 1 m. 50 de hauteur.

Dix heures. — On évacue les mitrailleuses de la place Saint-Michel.

Mais délégués du comité central de la garde nationale envoyés auprès de Garibaldi pour lui offrir le commandement en chef de la garde nationale, viennent de rentrer à Paris. Garibaldi aurait décliné le poste qui lui était proposé.

Un officier d'état-major est tué et conduit à la cour Caulaincourt. Le général Patrel est blessé, ainsi que deux officiers de son état-major.

Paris est traversé par de nombreuses patrouilles.

Les gares de l'avenue de Wagram sont soigneusement gardées par l'artillerie.

De nombreux groupes stationnent silencieusement sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

La circulation est interceptée sur la place du Carrousel.

Le ministre et les généraux sont réunis au ministère des affaires étrangères sous la présidence de M. Thiers.

11 heures du matin.

Dès la première heure, la proclamation de M. Thiers aux habitants de Paris et l'annonce de sa détermination ont été suivis d'exécution.

Les ordres ont été lancés entre trois et quatre heures du matin et les troupes sont arrivées au pied des hauteurs de Montmartre à six heures du matin.

La garde nationale a répondu au rappel; des bataillons campent partout, aux boulevards, à la Bourse, place des Victoires, à Saint-Germain-l'Auxerrois.

La Louvre et les Tuileries sont fermés et bien gardés.

M. Thiers, aux affaires étrangères, a deux bataillons dans les jardins de l'hôtel.

Les communications entre le général Valentin, le général Vinoy et M. Thiers sont incessantes.

Les ministres sont réunis depuis 7 h. du matin en conseil pour suivre les événements dans leur marche.

On vient d'apporter chez le général Vinoy la dépouille sanglante d'un capitaine de chasseurs à pied qui a été tué.

Le général Vinoy et son chef d'état-major, le général de Valden, étaient arrivés à la place Clichy à 8 h. du matin.

Un officier supérieur de l'état-major de la garde nationale donne une bonne tournure aux choses sur la place Vendôme où s'avancent des soldats de la ligne bras dessus bras dessous avec des hommes de vilaine mine. Seul il met le sabre à la main contre tout le groupe chantant, arrête deux soldats, est secouru à temps pour sauver sa vie et s'empare des autres insurgés.

Deux bataillons pénètrent dans cour de l'hôtel du général Vinoy; les officiers répondent de leurs hommes.

Le général Vinoy rentre à son hôtel à midi un quart.

Arrestation du général Chanzy

Le général Chanzy revenait samedi de Tours.

Le train qui l'amenait s'arrêta, comme d'habitude, en avant des fortifications, pour permettre aux contrôleurs de recueillir les billets des voyageurs.

Il parait que Montmartre avait été prévenu de l'arrivée du général. Pendant l'arrêt du train, plusieurs individus, revolvers au poing, se présentèrent à la portière du wagon où se trouvait le général, en tenue, et le sommèrent de le suivre.

Depuis quatre heures du soir, la gare d'Orléans était occupée militairement par un des bataillons dissidents. Toute résistance était inutile et le commandant en chef de l'armée de la Loire est aux mains du comité central de la garde nationale, qui le détient au Château-Rouge.

EXECUTION DES GÉNÉRAUX.

Clément Thomas et Lecomte.

Vers quatre heures, près de la place Saint-Pierre, un sous-lieutenant de la garde nationale avise un officier en garde national également, causant avec un autre individu mis en bourgeois.

— N'êtes vous point le général Clément Thomas ? lui dit-il.

— Oui.

— Que faites-vous ici ?

Le général balbutie quelques mots.

Le sous-lieutenant lui met la main sur l'épaule et lui dit :

— Au nom de la République, je vous arrête !

On l'emmène aussitôt au Château-Rouge.

Les gardes nationaux qui se trouvent là l'entourent.

On organise un semblant de tribunal présidé par le citoyen Assy, du Creuzot.

Jugé aussitôt et condamné à mort, le général Clément est exécuté dans un petit jardin, situé autour de la tour aux Grénaux, au sommet de la butte.

Il est tombé frappé de quatre balles, dans l'œil droit, dans l'oreille, dans la bouche et dans la poitrine.

Un garde national qui se trouvait présent l'a saisi par la barbe et l'a traîné ainsi pour le montrer à la foule.

On dit que son cadavre est exposé rue des Rosiers avec celui du général Lecomte, également fait prisonnier, condamné par le tribunal et exécuté par les mêmes mains.

LES INSURGÉS DE PARIS

Les gardes nationaux rebelles de Montmartre et de Belleville restent toujours dans la même position agressive, et on craint de se demander ce qu'ils vont faire de leurs canons.

L'émeute ne s'est jamais trouvée dans de pareilles conditions; c'est la première fois que des insurgés ont en leur possession des parcs d'artillerie, des munitions, et qu'ils n'ont devant eux qu'une force armée inférieure en nombre et en armement.

Mais il est difficile de comprendre quel est leur but réel. Ils sont en rébellion contre la république même qu'ils proclament, ils n'ont à renverser ni dynastie, ni dictature, ils n'ont même pas le prétexte du moindre abus de pouvoir contre eux-mêmes.

Les chefs du parti ultra-démocratique auquel ils appartiennent ne les poussent pas dans cette voie. Les députés de Paris ont, il est vrai, blâmé l'acceptation des conditions de paix et la signature des traités désastreux mais inévitables pour le pays, mais ils ne paraissent pas avoir excité leurs co-religionnaires politiques à l'émeute ou à la résistance contre l'autorité.

Jusqu'ici, ils paraissent s'en être bornés aux protestations, et la plupart d'entre eux ont même engagé publiquement le peuple à rentrer dans l'ordre.

Ils savent que leurs théories ne pourraient réussir à gagner la province, que le moment est mal choisi pour revendiquer la République rouge, lorsqu'elle vient d'être vaincue d'une manière aussi déplorable en essayant de diriger la guerre pendant les derniers mois de la lutte.

Ils n'ignorent pas que, pour la grande majorité des Français, le prestige démocratique a disparu, et que ni Gambetta, ni M. Louis Blanc, ni M. Félix Pyat ne sauraient entraîner l'esprit des masses avec l'idée révolutionnaire.

Les sages de la démagogie sont d'avis d'attendre que leurs adversaires commettent de nouvelles fautes, qu'ils se soient compromis, pour revendiquer leurs prétendus droits et entreprendre une nouvelle campagne pour saisir le pouvoir.

Ce n'est donc que les turbulents, que les exaltés du parti, qui voudraient pousser à l'insurrection, dans cette pensée que, plus leur cause est désespérée, plus

ils doivent se montrer déterminés à saisir l'occasion de frapper un grand coup.

Les illusions ne ont pas défaut à ces pauvres gens, égarés par quelques énergumènes qui n'ont d'autre objet que d'arriver au pillage par le désordre. Nombre d'entre eux sont persuadés que le moment est venu pour eux de gouverner Paris et la France, et l'est facile de s'expliquer qu'après tant de revers, tant d'infortunes survenues à la patrie, ils soient aisément convaincus qu'eux seuls désormais peuvent sauver le pays.

Parmi les arguments que le pouvoir exécutif emploie pour ramener dans l'ordre les habitants rebelles de Montmartre et de Belleville, il en est un qui devrait être souvent répété et inculqué dans l'esprit des émeutiers.

C'est qu'aujourd'hui, quoi qu'ils puissent faire, et même si leurs projets sur Paris venaient à réussir, ils n'arriveraient à rien de définitif, de permanent, car, parmi les changements extraordinaires dans les idées, au milieu des révolutions sociales qui ont eu lieu pendant la campagne, il y a surtout une question importante qui a été résolue: c'est que la France peut être gouvernée sans le concours de Paris, et que dans l'avenir, la province ne subira plus des mouvements révolutionnaires, ni ses aspirations, sans les discuter; elle saura désormais les approuver ou les rejeter.

Un souverain, un dictateur, chassé de la capitale, pourra, s'il est populaire, porter son gouvernement en province et continuer à régner sur la France, au lieu de fuir à l'étranger devant la rébellion de quelques ouvriers des faubourgs de Paris.

La suprématie, l'influence de la capitale a été compromise pendant le siège, et ce ne sera certainement pas l'état des choses tel qu'il est aujourd'hui, et le transfert de l'Assemblée nationale à Versailles, qui contribueront à rendre aux Parisiens les pouvoirs et le prestige qu'ils ont longtemps conservés.

L'avenir seul prouvera jusqu'à quel point cette révolution a été salutaire pour la France; mais on ne peut se dissimuler que, dans la crise actuelle, elle a produit un certain bien en ôtant toute importance sérieuse à l'insurrection de Paris, et en prouvant aux Français qu'ils peuvent rester les maîtres de leurs destinées, quels que puissent être les événements amenés par la démagogie parisienne.

(International)

INFORMATIONS ET NOUVELLES

M. Pouyer-Quertier, ministre des finances, accompagné de M. Fournier, délégué du ministre de l'intérieur, et d'une seconde personne attachée au ministère des affaires étrangères, sont allés à Rouen dans la matinée de jeudi.

Leur voyage se rattache à la convention modificative des préliminaires de paix, convention que nous avons insérée avant-hier, d'après le Journal officiel. La ratification n'avait pu avoir lieu, par suite de difficultés qui seraient survenues, non sur le fond, mais sur la forme de la convention. C'est pour lever ces difficultés que M. Pouyer-Quertier est allé à Rouen.

Les Prussiens se seraient plaints, en termes forts vifs, de cette convention au Journal officiel. Ils se seraient plaints également de ce que l'intendance française, qui s'est chargée de l'alimentation des troupes prussiennes dont les chefs cessent de faire des réquisitions, s'acquiesce mal de ses fonctions.

On assure que M. Pouyer-Quertier est parvenu à apaiser toutes les difficultés.

Une convention modifiée a dû être signée hier soir.

M. le ministre des finances a spécialement insisté auprès des autorités prussiennes pour faire cesser de suite plusieurs de leurs exigences vis-à-vis de la ville de Rouen.

Nous pensons que la convention ne rencontrera plus d'opposition et pourra être exécutée sans retard.

Orléans est évacué.

Le dernier Prussien a, hier, quitté la ville.

Il ne reste au chef-lieu du département du Loiret que quelques blessés et quelques malades allemands.

Les Prussiens, avant de quitter Orléans, ont tenu de laisser aux habitants de la ville un souvenir qui ne contribuera pas peu à les faire abhorrer.

Plusieurs Orléanais ont trouvé après l'évacuation allemande, des paquets de cartouches prussiennes cachés dans les cadres de leurs foyers. Était-ce par un calcul pervers des soldats qui occupaient la maison?...

On peut le supposer, car on sait, à Orléans, de quels actes barbares nos ennemis étaient capables.

On assure que la ville de Dijon sera évacuée à la fin du mois.

Nous lisons dans le Courrier de la Champagne:

Il est fortement question, de transférer le siège du gouvernement général de Reims à Nancy, où séjournerait, durant l'occupation, le prince Frédéric-Charles.

C'était avec satisfaction que nous avons entendu démentir la mort de M. Jules Mirès. Mais une lettre de Marseille, d'avant-hier, annonce que l'on conserve peu d'espoir de le sauver.

Un cancer aux reins rend la guérison presque impossible.

Extraits du Journal de Genève.

Nous avons reçu par le dernier courrier du soir des journaux de la Suisse allemande qui nous apportent quelques nouveaux et importants renseignements sur les événements de samedi à Zurich.

Nous devons d'abord mentionner le fait indiqué par le Schweizerbote que les deux bataillons zuricois appelés les premiers au service par le gouvernement, auraient refusé de prêter le serment et que c'est à la suite de ce fait que le conseil d'Etat aurait réclamé à Berne une prompt intervention de la Confédération. Nous aimons à croire encore que ce refus de la part des milices zuricoises dans un moment aussi grave n'a pas eu lieu réellement.

L'imprimerie de la N. C. de Zurich a dû être barricadée et gardée pendant la nuit, et les paquets de ses numéros, au sortir du tirage, ont dû être escortés par la police jusqu'à la poste; néanmoins elle n'a pas été l'objet d'une attaque sérieuse, et quelques charges de cavalerie ont suffi, à comme sur d'autres points, pour disperser les attroupements lorsqu'ils prenaient un caractère inquiétant.

En revanche, non loin de là, sur le quai de l'Hôtel de Ville, il y a eu, vers minuit, entre les attroupements et les dragons, une rencontre dans laquelle un individu est resté mort sur le carreau.

Une attaque positive a été dirigée sur la prison plus tard dans la nuit. Les émeutiers ayant enfoncé la porte avec un bélier improvisé, les garabiers qui formaient le poste voyant le bâtiment confié à leur garde envahi par les perturbateurs, ont fait un premier feu de peloton en l'air.

Comme il était resté sans résultat, un second feu de peloton a été dirigé sur les agresseurs eux-mêmes; il y a eu plusieurs morts et un certain nombre de blessés; les émeutiers se sont dispersés aussitôt, mais non pas assez promptement pour qu'il n'ait été fait, d'après le Landbote (organe du gouvernement radical de Zurich), environ soixante arrestations; dans le nombre de ces individus, il s'en trouvait, ajoute ce journal, beaucoup notoirement connus comme des vagabonds et des voleurs. Le grand conseil a été convoqué d'urgence pour se réunir hier, lundi.

Enfin, nous lisons dans la Nouvelle Gazette de Zurich qu'il paraît maintenant évident que l'intention de l'émeute était de renverser le gouvernement lui-même. Tous les faits tendent à indiquer toujours plus clairement que l'association internationale a été la cheville ouvrière du mouvement, que la fête des Allemands a été une simple occasion et que les officiers français n'ont été employés que pour provoquer le tapage.

Lorsqu'on apprend, à Rotterdam, les dures conditions de paix imposées à la France par les vainqueurs, une indignation générale s'éleva contre la Prusse, et les témoignages

d'antipathie ne furent pas éparpillés aux Allemands.

Un soir que l'un d'entre eux, fort connu à Rotterdam, le *Banquier von P.*, se trouvait au café en compagnie de trois Hollandais, la conversation tomba naturellement sur la guerre franco-prussienne et la détresse issue de la lutte. Tandis que nos braves Hollandais prenaient chaleureusement fait et cause pour la France, l'Allemand, plein de morgue, froid, railleur, s'appliquait à démontrer que la politique d'annexion était parfaitement légitime, et développait avec une précision mathématique, la fameuse axiomatique: *La force prime le droit.* — Nos Hollandais se levèrent sans dire mot et quittèrent la salle.

Dix minutes après, l'Allemand sortait pour revenir chez lui. Au coin d'une rue déserte, trois hommes le saisirent au collet.

Déshabillez-vous!

— Mais...

Déshabillez-vous! allons, vite!

— Notre homme s'exécute, et les trois Hollandais lui appliquent la plus énergique correction que jamais poigne hollandaise, rugueuse et vigoureuse, ait donnée. Les coups tombaient dru comme grêle et labouraient le chair.

— Vous êtes d'infâmes coquins, répétait l'infortuné banquier.

Les autres allaient de plus belle. Ils permirent enfin à leur victime de se rhabiller, et le quittèrent en le saluant de ces mots, la flèche du Parthe:

La force prime le droit.

Le lendemain, le héros de cette triste aventure court chez le juge, et, en présence des personnes convoquées à l'audience, raconte le fait tout d'une haleine. Les assistants rient à gorge déployée.

Le juge, fin matois, qui professait pour les Prussiens en général et celui-ci en particulier une estime tempérée, écoute le récit avec sympathie et s'apitoie convenablement sur le sort du plaignant:

— Greffier, dit-il, prenez note des griefs de monsieur.

Lorsque le greffier lui eut passé le procès-verbal:

— Monsieur, ajouta-t-il, en s'adressant à l'Allemand, voici votre procès-verbal en règle, et la justice aura son cours. Mais j'y pense: il nous manque une petite formalité, qui, négligée, entacherait cette pièce d'illégalité. Comme il s'agit de voies de fait, il est indispensable que le juge examine en présence de témoins, (et le juge montrait les assistants)... le corps du délit!!!

Tibaud! le banquier prend son chapeau quitte la salle, et court encore...

Encore une exécution d'Allemand à la Bourse de Paris.

Un nommé Mayer, changeur, rue Saint-Honoré, faisait hier sa réapparition dans le groupe de la coulisse, avec son carnet à la main.

Il se préparait à opérer, lorsqu'un capitaine de mobiles s'élança sur lui en l'insultant. Mais je le reconnais, tu es le Prussien qui servit d'interprète lorsque, après avoir été fait prisonnier, on me fit comparaître devant les autorités à Versailles.

Mayer ne put nier ce fait, et il fut prouvé, qu'en outre de ces fonctions d'interprète, il avait installé à Versailles et à Saint-Germain un bureau de changeur, où il faisait beaucoup d'affaires avec les Prussiens.

Les injures plouvaient de tous les côtés sur cet Allemand, et il était menacé d'être échappé sur place. On se contenta de le conduire chez le commissaire, qui lui conseilla de filer au plus vite.

Il ne se fit pas dire deux fois, et un grand nombre d'individus l'accompagnèrent jusque dans la rue Saint-Marc, en le traînant de la belle manière.

Les compatriotes de M. Mayer ont vraiment tort de s'obstiner à revenir parmi nous. La réception qui leur est faite devrait les engager à rester chez eux.

Oyez, peuple de France et de la Caennaise aussi, ce qu'étaient nos défendeurs du midi, et c'est le plus spirituel des méridionaux, Alphonse Daudet, qui nous les peint dans le Soir:

En même temps, des compagnies de francs-tireurs s'organisaient avec férocité. *Pères de la mort, Chevaliers du Nord, Eppingoliers de Rhône,* et il y avait de tous les noms, de toutes les couleurs, comme des canards dans un champ d'avoine; et des pataches, des

le chimvre de Chine est superbe avec ses belles feuilles étroites et pointues. Toutes nos autres plantes textiles promettent beaucoup. Je suis heureux d'annoncer ces bonnes nouvelles à madame la comtesse.

Aurore avait déposé son ouvrage sur ses genoux, et elle écoutait le rapport avec l'attention d'une bonne reine qui s'intéresse au bien-être de ses sujets.

C'est, bien dit-elle, très-bien, monsieur Paul. Je connais votre zèle, et, si nous prospérons, la petite colonie vous devra beaucoup... Etes vous content de tout votre monde?

— Oh! madame, il est impossible de voir des hommes plus sincèrement unis. On ne voit chez eux ni rivalité, ni manivances, ni jalousie. Ils se souviennent toujours de cette belle parole que vous avez dite:

— Vous n'êtes pas mes serviteurs, vous êtes mes esclaves; vous êtes mes compagnons et mes aides.

Il suffit d'un mot comme celui-là pour humilier des lions. On n'a pas oublié aussi une réponse de madame la comtesse...

— Laquelle? dit Aurore, je l'ai oubliée peut-être; rappelez-la-moi, car je tiens à connaître le bon effet d'une parole. Cela me fera mieux réfléchir avant de répondre.

— Eh bien, dit Paul, voici... Lorsque vous arrivâtes avec les Vandankéris, leur chef Minian, qui travailla là-bas, vous dit, les larmes aux yeux:

— Vous n'appartenez pas à la terre, parce que vous avez pris pitié de Damnés.

Alors, madame la comtesse répondit: — Eh, mon Dieu! nous sommes tous des damnés dans ce désert, c'est un bon état que nous avons pris, pour ne pas être des damnés dans l'autre monde.

— Je me rappelle parfaitement cette réponse, dit la comtesse, et je la maintiens. Nous sommes tous des damnés. C'est l'égalité du désert... qu'en dites-vous, monsieur le comte?

— Moi, madame, répondit l'immigré, je vous approuve fort: ils parlent beaucoup d'égalité, là-bas, et je ne l'ai trouvée qu'ici.

— Eh bien, vous nous quittez, monsieur Paul? dit Aurore.

— Madame, répondit Paul, revenant sur ses pas, j'ai encore une tournée à faire du côté de la bâtisse; mon temps est précieux.

Il retenait l'épigramme prêt à jaillir de ses lèvres, mais il regardait le comte Raymond obliquement, pour remplacer l'épigramme par le coup d'œil.

— Aurore, qui devenait la pensée de Paul, jugea qu'il était prudent de ne pas le retenir et dit:

— Oui, votre idée est bonne, monsieur Paul; montrez-vous à ces braves travailleurs qui vous aiment, et racontez-leur quelques-unes de ces histoires qui les amusent dans un quart d'heure de récréation.

— Madame la comtesse l'ordonne?

dit Paul en s'inclinant.

Etil descendit au chantier en murmurant des paroles sordides dont le sens n'arriva pas aux oreilles de la jeune veuve. A quelques pas du groupe des femmes, il cessa de parler à voix basse, mais il arracha une petite branche de chêne, la brisa et en jeta brusquement les morceaux sur le gazon.

Aurore ne regardait pas son travail en ce moment; elle avait suivi de l'œil le jeune homme, et le grincement de la branche brisée lui arriva au cœur et en arracha un soupir.

Le comte Raymond remerciait son travail de tressines; il lui avait rendu un grand service d'arrêter un bien mauvais moment.

Paul trouva son cousin Alban parmi les travailleurs du chantier. Le marin quitta l'ouvrage avec empressement et vint serrer la main de Paul, ce lui disant:

— Je ne suis pas né pour faire du rude métier. Puisque tu es le chef, donne-moi la permission de me promener jusqu'à la nuit avec mon fusil sous le bras.

— Tiens! dit Paul, frappé d'une idée, tu peux me rendre un service, cousin.

— Pourvu que je ne fasse rien, dit Alban, je ferai tout ce que tu voudras.

— Mais tu me garderas bien le secret? dit Paul.

— C'est encore très-facile, dit Alban; on ne sue pas à l'ombre en gardant un secret.

— Ecoute, reprit Paul... vois-tu ces

trois femmes assises là-bas sous les arbres?

— Trois belles femmes! que diable font-elles ici? A Batavia, elles épouseraient trois nababs avant quinze jours.

— Cela ne te regarde pas, cousin; ne te mêle pas de leurs affaires... vois-tu un jeune homme, tout habillé de blanc, assis à côté d'elles et qui s'amuse à gâter de la paille de Manille?

— Pard! belle question! je le connais beaucoup. C'est un ci-devant noble.

— Cela ne te regarde pas, et ne parle jamais de ci-devant ici; nous sommes tous des Damnés de Java; en attendant le paradis. A deux pas de ce jeune homme, sur cette hauteur, il y a un terrain entamé... Sais-tu ce que c'est, un terrain entamé?

— Non, cousin.

— Eh bien, tu le verras, reprit Paul; nous avons commencé à extraire des pierres blanches de ce terrain... Connais-tu les pierres de ce Cassis?

— Oui, des pierres superbes; la fontaine du Bausset est faite avec ces pierres-là.

— Prends cette corbeille et va sur ce terrain...

— Ah! il faut encore travailler! interrompit Alban; je me débarque.

— Imbécile! tu appelles cela travailler! les pierres sont toutes prêtes. J'en ai fait sauter hier une cargaison avec deux livres de poudre. Il s'agit d'en ramasser de quoi remplir cette corbeille.

— Diable! en voilà un de métier que

tu me donnes, cousin.

— Attends donc... quand tu auras mis une douzaine de pierres dans la corbeille, tu pousseras un soupir comme un homme fatigué.

— Je le promets que ce soupir sera naturel.

— A-t-il les côtes plantées au long sur le flanc, ce cousin, reprit Paul avec un accent railleur hilote, comme nous sommes tous égaux ici, tous damnés, tu prieras le comte Raymond de vouloir bien t'aider dans ton travail?

— Il s'y refuse?

— Il ne peut pas refuser; nous sommes tous égaux, et il n'est pas juste alors que les uns ramient des pierres et les autres de la paille...

— Bien parlé, cousin.

— Ecoute toujours, Alban... et quand la corbeille sera pleine, elle sera lourde.

— Je crois bien, un quintal au moins, et avec cette chaleur, deux quintaux.

(La suite à un prochain numéro.)